Elections législatives du 14 juin 1981 — 5e Circonscription de Seine-et-Marne



UNION pour une NOUVELLE MAJORITÉ

(R.P.R.-U.D.F.)

DIDIER JULIA

Député sortant
Agrégé de l'Université
Docteur ès-Lettres
Professeur d'Université
47 ans

présenté par le **Rassemblement pour la République**
soutenu par **l'U.D.F., le Centre National des Indépendants**
et le **Parti Radical Valoisien**

VOUS ME CONNAISSEZ

J'ai, depuis 14 ans, investi de responsabilités publiques, toujours été parmi vous.

J'ai voué tous mes instants à la défense des intérêts de chacun, pour qu'il y ait plus de justice, de sécurité et de solidarité pour tous.

MES PRIORITES : L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT

Malgré la crise internationale qui a touché la France, j'ai pu, par une action incessante auprès des industriels et des pouvoirs publics, limiter les conséquences sociales et faciliter des créations d'emploi, notamment à Champagne-sur-Seine, Nemours, Saint-Pierre, ainsi que d'emplois administratifs à Fontainebleau et Avon.

Notre région est aussi l'une des plus belles de France ; je me suis associé à toutes les actions de protection et de restauration de la nature et des monuments.

Mais la cause dont il s'agit dépasse tout à fait ma personne et notre région.

Il s'agit maintenant d'un cause nationale.

Je tiens à vous le préciser : Je ne mettrai nullement en cause la légitimité du Président élu, ni le fonctionnement des pouvoirs.

Le 14 juin prochain, les électeurs vont décider s'ils veulent donner **tous les pouvoirs de la République** à deux partis, le socialiste et le communiste. Cela entraînerait instantanément l'application dans son intégralité et dans ses conséquences extrêmes du programme socialiste ; ou bien s'il veulent au contraire un contrepoids à l'Assemblée Nationale pour en modérer l'application et maintenir les conditions d'une société de liberté.

POUR UNE SOCIETE DE LIBERTE, NON POUR UNE SOCIETE DE CONTROLE

Candidat d'Union de toutes les forces démocratiques du pays qui refusent l'union avec les marxistes, je suis, dans notre région, le seul rempart contre la main-mise **sur chacun d'entre nous** des socialistes et des communistes.

JE CONTINUERAI DE ME METTRE AU SERVICE DE LA CIRCONSCRIPTION

Le but est d'assurer des emplois à tous les travailleurs, en particulier à tous les jeunes, de renforcer la sécurité des personnes âgées, de réduire les charges des commerçants, artisans et P.M.E. et de défendre les prix agricoles.

J'ai été, je suis, je resterai parmi vous.



Remplaçant éventuel :

JEAN-MICHEL REGNAUTL

Médaille d'honneur départementale et communale pour 25 ans de service municipal,

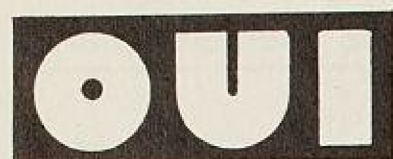
Greffier en chef au Conseil des Prud'hommes

Conseiller municipal de Veneux-lès-Sablons

Né à Champagne-sur-Seine

Marié, 2 enfants, 57 ans

Une majorité **pour la liberté et le progrès**



OUI au changement de politique

Ce scrutin a été imposé par le Président élu le 10 mai. Pourquoi ?

Le coup fourré

IL EXISTE UN PROGRAMME SOCIALISTE, il a été publié. Il exite des Propositions de Lois Socialistes. Nous les avons vues à l'Assemblée Nationale ; elles ont été publiées au Journal Officiel.

Ils prévoient « **la socialisation de l'enfant** dans la collectivité » (page 72 du projet socialiste), « dès la petite enfance » (page 68 et 69). Ils prévoient que « dès la première législature, les établissements privés recevant des fonds publics... seront nationalisés » (page 77).

Ils prévoient **la disparition de l'agriculture familiale** : « Le statut de l'exploitation familiale sera redéfini » afin d'encourager « des formes moins individuelles de production ».

Ils prévoient **la suppression du médecin de famille** avec « les centres municipaux et départementaux de santé ».

Les droits de succession entre époux ou entre parents et enfants passeront à 15 % pour les héritages de 350 000 F, à 25 % à partir de 400 000 F, à 35 % à 450 000 F, à 50 % à partir de 500 000 F (Proposition de loi nº 1421).

Les petits commerçants sont appelés à disparaître (page 221 du Projet socialiste) au bénéfice de « magasins-tests » soumis au contrôle de l'Etat.

Tous les 2 ans, **les propriétaires** devront ajouter le prix de leur propriété, actualisé, à leur déclaration de revenus, et le prélèvement moyen sera de 8 % la valeur du bien (Amendement nº 7 du 9 octobre 1980 à la Loi de Finances 1981), etc., etc.

Tout cela, **le gouvernement socialiste mis en place pour les élections le cache.**

Il cache même que plusieurs ministères ont été laissés « en blanc » pour être pourvus après les élections par des Communistes. N'est-il pas extraordinaire qu'il existe un Ministère « du Temps Libre » et pas de Ministère du Travail, pas de Ministère des Universités. En réalité, ils ont été réservés pour être attribués après les élections à des Communistes.

M. Marchais le sait. Il est rassuré. Les électeurs, eux, sont trompés.

Que penser d'un gouvernement qui commence par la duperie ?

Ce que nous voulons :

Une société **de liberté et de progrès :** on n'a jamais vu dans le monde une économie de progrès, c'est-à-dire créatrice d'emplois, qui ne soit pas fondée sur la liberté. Et la liberté d'entreprise aujourd'hui, c'est essentiellement l'allègement des contrôles et des charges.

Nous voulons une **société de plein emploi et de dialogue social :** en 1981, le chômage aura coûté 100 milliards. Or mieux vaut consacrer 100 milliards à créer des emplois qu'à perpétuer le chômage. Jacques CHIRAC a proposé les moyens réalistes de relancer la production.

Enfin, chaque fois que les socialistes ont eu tous les pouvoirs, en 1913 et en 1936, il y a eu la guerre. Nous voulons **la paix.** Non, il ne faut pas arrêter notre effort de défense nationale. En 1938, Pierrel Cot, ministre de l'Air du gouvernement socialiste, a fait arrêter la production des avions français qu'il classait « matériel sans avenir ». Nous voulons aujourd'hui maintenir la défense de la France et la grandeur du pays.



NON au changement de société

pour la liberté,

pour le progrès,

pour la paix.

votez Didier JULIA

Vu le candidat.

Imp. du Paroi, Recloses, 77116 Ury. Tel : 424-20-48